ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 30 octobre 1985, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "organisant l'affectation volontaire à la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général de personnes âgées de 18 ans au moins et non soumises à l'obligation du service militaire", a donné le 5 novembre 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e oktober 1985 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de vrijwillige dienstneming bij de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen nut van personen die ten minste achttien jaar oud en niet aan de militaire dienstplicht onderworpen zijn", heeft de 5e november 1985 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes :

OBSERVATION PREALABLE.

Les articles 17 à 19 du projet tendent à modifier l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Selon l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale (1), ces articles doivent

.../...

---

(1) Cet article 15 a été rendu applicable à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité par l'article 7 de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par la loi du 24 décembre 1963.

être soumis à l'avis du comité de gestion de l'organisme chargé d'appliquer l'arrêté royal du 4 novembre 1963, le Ministre ne pouvant se dispenser de l'accomplissement de cette formalité que s'il invoque l'urgence et en en informant le président du comité de gestion.

Selon les déclarations du délégué du Ministre, cet avis n'a pas été sollicité. Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'a pas été informé de la décision du Ministre de ne pas solliciter cet avis,en raison de l'urgence.

En tant qu'il contient les articles 17 à 19, qui sont dissociables de l'ensemble de l'arrêté, le projet n'est pas en état d'être actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation.

PREAMBULE.

Les articles 165 et 166 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, ne constituent pas des dispositions autonomes. Ces articles inséraient un article 2bis et un article 3bis dans la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés.

Il y a donc lieu d'omettre l'alinéa 2 et d'insérer, selon l'ordre chronologique, l'alinéa suivant :

"Vu la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés, notamment l'article 2bis, y inséré par la loi du 22 janvier 1985;".

.../...

L'article 3bis ne doit pas être visé car il ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet.

DISPOSITIF.

Seul l'article 20 du projet est placé sous un intitulé "Disposition transitoire". Il conviendrait soit de subdiviser le projet en plusieurs titres et chapitres soit de supprimer l'intitulé qui figure au-dessus du seul article 20.

Article 2.

La deuxième et la troisième phrase de l'alinéa 2 devraient constituer des alinéas distincts, rédigés de la manière suivante :

"La demande ne peut être introduite que par un candidat âgé de dix-huit ans au moins et n'ayant pas atteint l'âge de vingt-sept ans.

Le candidat précise, dans sa demande, s'il désire être affecté au service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général".

Article 3.

L'usage recommande, à l'alinéa 1er, de numéroter les conditions en 1°, 2°, et 3°.

.../...

A la fin du 1°, il y a lieu de remplacer le mot "candidature" par le mot "demande".

Il est proposé de rédiger le point 4, devenant le 3° pour la raison qui sera exposée dans le commentaire fait à propos de l'article 4, § ler, de la manière suivante :

"3° ne pas être soumis à l'obligation du service militaire".

L'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Ne sont pas admis au service civil volontaire, les miliciens en congé illimité, les miliciens en congé définitif, les exemptés pour cause physique, les licenciés par réforme, les objecteurs de conscience et ceux qui ont été exclus ou renvoyés de l'armée".

Article 4.

Selon le fonctionnaire délégué, la demande est "recevable" lorsqu'il est satisfait aux prescriptions de l'article 2.

En raison de sa référence à l'article 3, qui fait lui-même référence à l'examen d'aptitude physique, le paragraphe ler prévu à l'article 5 risque d'être impraticable. Il paraît douteux, en effet, que l'examen d'aptitude physique puisse être pratiqué dans les trente jours de la demande. Le fonctionnaire délégué, d'accord sur ce point, propose d'omettre le troisième tiret de l'article 3. L'article 5 lui paraît

.../...

suffisant pour établir que l'engagement est conclu sous la condition que le volontaire satisfasse à l'examen d'aptitude physique. Selon l'article 5 du projet, le Ministre fixe l'époque de l'examen médical et celui-ci est imposé aux "volontaires". L'intention du Gouvernement est de situer l'examen médical après la signature et le renvoi de l'acte d'engagement par le Ministre.

Compte tenu de ces observations, la rédaction suivante est proposée pour le paragraphe ler :

"§ ler. Si le candidat satisfait aux conditions des articles 2 et 3, le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique lui envoie, dans les trente jours de la réception de sa demande, un acte d'engagement en double exemplaire. L'intéressé est invité à renvoyer les deux exemplaires, dûment complétés et signés, dans les quinze jours de leur réception.

Dans les trois mois, un des exemplaires, signé par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique ou son délégué, est envoyé au candidat.

L'engagement est accepté sous la condition que le volontaire se soumette à un examen médical et satisfasse aux critères d'aptitudes physiques, conformément à l'article 5".

Article 5.

L'intention du Gouvernement étant manifestement que les arrêtés d'exécution de l'article 5 soient pris de

.../...

l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et du Ministre des Affaires sociales, ces arrêtés seront des arrêtés pris conjointement par les deux Ministres.

Il est dès lors proposé de remplacer les mots "par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, sur proposition du Ministre des Affaires sociales", employés deux fois, par les mots "par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et le Ministre des Affaires sociales".

Article 6.

Le projet ne prévoit aucune règle pour le classement des candidats si le nombre de ceux-ci excède le nombre fixé par le Ministre.

Article 7.

Aux termes de l'alinéa 2, les volontaires "jouissent d'avantages sociaux analogues à ceux dont bénéficient les miliciens en service dans les forces armées".

Selon le fonctionnaire délégué, cette disposition ne vise pas les avantages de sécurité sociale.

Dans ces conditions, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée de cet alinéa.

.../...

Article 8.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, les mots "et effectuant leur service actif en Belgique et non candidats gradés de réserve" doivent être remplacés par les mots "..., effectuant leur service actif en Belgique, non candidats gradés de réserve et ...".

Si le Ministre peut fixer certaines modalités de détail des règles établies par arrêté royal, le Roi ne peut déléguer au Ministre l'exercice de la compétence qu'Il tient de l'article 21 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 de fixer les modalités et les conditions de l'affectation des volontaires. Le régime disciplinaire étant, dans son principe, un élément essentiel des règles applicables aux volontaires, le paragraphe 2 excède la limite des délégations qui peuvent être accordées par le Roi au Ministre.

Selon le paragraphe 3,

> "Pour les aspects du service non traités par le présent arrêté et par le régime disciplinaire, la législation sur le travail est d'application".

Les termes "la législation sur le travail" manquent de précision. Il convient de préciser quelles sont les dispositions légales qui sont rendues applicables par voie de référence.

Article 9.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "..., le volontaire est affecté à un des services ou organismes visés à l'article 12".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, mieux vaudrait écrire :

"La durée du service est égale à celle du service des volontaires affectés à la protection civile".

Les paragraphes 2 et 3 appellent les mêmes observations que les paragraphes correspondants de l'article 8 du projet.

Article 10.

Cet article, anormalement long, rassemble des dispositions de nature fort différente. Le paragraphe 1er a notamment pour objet de modifier les règles relatives à l'octroi des allocations de chômage. Pour ce motif, il doit être soumis à l'avis du comité de gestion prévu à l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, et appelle la même observation que celle qui a été faite concernant les articles 17 à 19 au début du présent avis.

Le Conseil d'Etat s'abstient de formuler un avis au sujet de ce paragraphe 1er, dissociable de l'ensemble du projet, et qui n'est pas en état d'être soumis à son avis.

A la fin du paragraphe 2, les mots "des époques susdites" doivent être remplacés par les mots "des époques qui y sont assimilées".

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Lors d'un événement calamiteux, d'une catastrophe ou d'un sinistre en temps de paix, l'engagement du volontaire peut, avec son accord, être prolongé de mois en mois pour la durée de l'événement, de la catastrophe ou du sinistre".

Le Conseil d'Etat se demande si, à la fin du paragraphe 4, l'âge de quarante-cinq ans ne désigne pas la limite d'âge fixée non pas pour le rappel en service comme le dit le texte, mais pour le maintien en service.

Article 11.

Il convient de prévoir le point de départ du délai de préavis prévu à l'alinéa 1er.

L'alinéa 2, en tant qu'il concerne les allocations de chômage, appelle la même observation que celle qui a été formulée sous l'article 10, § 1er, du projet.

Article 12.

Le 2° du paragraphe 1er, alinéa 2, étant similaire à l'article 21, § 1er, alinéa 2, 2°, des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, le Conseil d'Etat s'abstient de formuler des observations au sujet de ce texte.

Le Roi ne trouve pas dans l'article 21 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 le pouvoir d'établir des règles en matière de responsabilité civile. Le paragraphe 3 doit, dès lors, être omis.

Article 13.

Il est proposé de rédiger le début de l'article comme suit :

"Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique met fin ...".

Il est proposé de rédiger la seconde phrase de la manière suivante :

"L'examen médical peut être demandé par le volontaire et par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique ou son délégué".

Article 14.

Il n'appartient pas au Roi d'étendre la compétence d'une juridiction du pouvoir judiciaire. Le paragraphe 3 manque donc de fondement légal.

Article 15.

Selon le fonctionnaire délégué, les "ayants droit" visés à cet article ne sont pas les personnes à charge au sens de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. Il s'agit des "ayants droit", au sens de la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés. Le texte devrait le préciser. La même précision devrait être apportée à l'article 16.

Il y a lieu de donner à la loi du 9 août 1963 son intitulé exact.

.../...

Article 16.

Pour se conformer à l'article 21 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, le Roi devrait déterminer, dans l'arrêté en projet, l'étendue de la réparation qui sera accordée à la victime ou à ses ayants droit en cas d'accident. Le projet manque, à cet égard, de précision.

Articles 17 à 19.

Pour le motif indiqué dans l'observation préalable, le Conseil d'Etat s'est abstenu d'examiner ces articles.

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat de Regering wegens haar ontslag alleen nog bevoegd is voor het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich beperken tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De artikelen 17 tot 19 van het ontwerp strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Volgens artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg (1)

.../...

---

(1) Dit artikel 15 is op het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering toepasselijk gemaakt bij artikel 7 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wet van 24 december 1963.

moeten die artikelen voor advies worden voorgelegd aan het beheerscomité van de instelling die met de toepassing van het koninklijk besluit van 4 november 1963 belast is, en kan de Minister aan de vervulling van dat vormvereiste slechts voorbijgaan als hij zich op de dringende noodzakelijkheid beroept en de voorzitter van het beheerscomité daarvan in kennis stelt.

Volgens de verklaringen van de gemachtigde van de Minister is dat advies niet gevraagd. Bovendien is de Raad van State niet op de hoogte gebracht van de beslissing van de Minister om wegens de dringende noodzakelijkheid dat advies niet te vragen.

Voor zover het ontwerp de artikelen 17 tot 19 bevat, welke los gezien kunnen worden van het besluit als geheel, is het niet in zoverre gereed dat het thans voor advies aan de Raad van State, afdeling wetgeving, kan worden voorgelegd.

AANHEF.

De artikelen 165 en 166 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen zijn geen autonome bepalingen. Bij die artikelen werden een artikel 2bis en een artikel 3bis ingevoegd in de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen.

Het tweede lid zou dus moeten vervallen en met inachtneming van de chronologische volgorde zou het volgende lid moeten worden ingevoegd :

"Gelet op de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen, inzonderheid op artikel 2bis, ingevoegd bij de wet van 22 januari 1985;".

.../...

Naar artikel 3bis behoeft niet te worden verwezen omdat het niet de rechtsgrond vormt van het ontworpen besluit.

BEPALEND GEDEELTE.

Alleen artikel 20 van het ontwerp staat onder een opschrift "Overgangsbepaling". Het past ofwel het ontwerp in verschillende titels en hoofdstukken in te delen, ofwel het opschrift boven het ene artikel 20 te schrappen.

Artikel 2.

De tweede en de derde volzin van wat in de Nederlandse tekst het tweede lid had moeten vormen, zouden afzonderlijk, als volgt geredigeerde leden moeten vormen :

"De aanvraag kan slechts worden ingediend door een kandidaat die ten minste achttien jaar oud is en de leeftijd van zevenentwintig jaar niet heeft bereikt.

De kandidaat dient in zijn aanvraag aan te geven of hij voor de dienst van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen nut wenst te worden aangewezen".

Artikel 3.

Het strekt tot aanbeveling om, zoals dat gebruikelijk is, in het eerste lid de voorwaarden te nummeren met 1°, 2° en 3°.

.../...

Aan het einde van 1° zou in de Franse tekst het woord "candidature" vervangen moeten worden door het woord "demande".

Om de reden die wordt uiteengezet in de commentaar op artikel 4, § 1, wordt voorgesteld punt 4, dat 3° wordt, als volgt te redigeren :

"3° niet onderworpen zijn aan de militaire dienstplicht".

Het tweede lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Tot de vrijwillige burgerdienst worden niet toegelaten, de dienstplichtigen met onbepaald verlof, de dienstplichtigen met definitief verlof, degenen die op lichamelijke grond vrijgesteld zijn, degenen die bij reform ontslagen zijn, de gewetensbezwaarden en degenen die uit het leger uitgesloten of weggezonden zijn".

Artikel 4.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de aanvraag "ontvankelijk" wanneer voldaan is aan de voorschriften van artikel 2.

Omdat paragraaf 1 verwijst naar artikel 3 dat zelf refereert aan het onderzoek inzake lichamelijke geschiktheid waarin artikel 5 voorziet, dreigt die paragraaf niet toepasbaar te zijn. Het valt immers te betwijfelen of het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid binnen dertig dagen na de indiening van de aanvraag zal kunnen plaatshebben. De gemachtigde ambtenaar, die het hiermee eens is, stelt voor het derde streepje

.../...

van artikel 3 te laten vervallen. Artikel 5 lijkt hem voldoende om aan te tonen dat de dienstverbintenis aangegaan wordt op voorwaarde dat de vrijwilliger voldoet aan het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid. Volgens artikel 5 van het ontwerp stelt de Minister het tijdstip van het geneeskundig onderzoek vast en de "vrijwilligers" hebben zich daaraan te houden. De Regering wil het geneeskundig onderzoek laten plaatshebben nadat de Minister de akte van dienstneming ondertekend en teruggezonden heeft.

Met inachtneming van die opmerkingen wordt de volgende redactie voorgesteld voor paragraaf 1 :

"§ 1. Voldoet de kandidaat aan de voorwaarden van de artikelen 2 en 3, dan zendt de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt hem, binnen dertig dagen na ontvangst van zijn aanvraag, een akte van dienstneming in tweevoud. De betrokkene wordt verzocht de twee exemplaren behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te zenden binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan.

Binnen drie maanden wordt een exemplaar, ondertekend door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt of door zijn gemachtigde, aan de kandidaat gezonden.

De dienstneming wordt aanvaard op voorwaarde dat de vrijwilliger zich aan een geneeskundig onderzoek onderwerpt en voldoet aan de criteria inzake lichamelijke geschiktheid, overeenkomstig artikel 5".

Artikel 5.

Aangezien het duidelijk de bedoeling van de Regering is dat de besluiten tot uitvoering van artikel 5 worden vastgesteld met instemming van de Minister van Binnenlandse Zaken

.../...

en Openbaar Ambt en van de Minister van Sociale Zaken, dienen die besluiten gezamenlijk door de beide Ministers te worden vastgesteld.

Derhalve wordt voorgesteld de woorden "door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, op voorstel van de Minister van Sociale Zaken", welke woorden tweemaal worden gebezigd, te vervangen door de woorden "door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en de Minister van Sociale Zaken".

Artikel 6.

Het ontwerp bevat geen enkel voorschrift aangaande de rangschikking van de kandidaten voor het geval hun aantal het door de Minister vastgestelde aantal overtreft.

Artikel 7.

Luidens het tweede lid genieten de vrijwilligers "dezelfde sociale voordelen als die welke de dienstplichtigen in dienst bij het leger genieten".

Volgens de gemachtigde ambtenaar doelt die bepaling niet op de voordelen inzake sociale zekerheid.

De strekking van dat lid is de Raad van State dan ook niet duidelijk.

Artikel 8.

In paragraaf 1, tweede lid, moeten de woorden "en die hun actieve dienst in België volbrengen en geen kandidaat-reservegegradueerde zijn" vervangen worden door de woorden "..., die hun actieve dienst in België volbrengen, geen kandidaat-reservegegradueerde zijn en ... ".

De Minister kan weliswaar nadere details vaststellen met betrekking tot de bij koninklijk besluit bepaalde regels, maar de Koning kan de uitoefening van de bevoegdheid welke Hij aan artikel 21 van de herstelwet van 31 juli 1984 ontleent om de modaliteiten en de voorwaarden voor de aanwijzing van vrijwilligers te bepalen, niet overdragen aan de Minister. Aange-

zien de tuchtregeling in beginsel een wezenlijk bestanddeel vormt van de regels die van toepassing zijn op de vrijwilligers, overschrijdt paragraaf 2 de grens van de bevoegdheidsopdrachten welke de Koning aan de Minister kan verlenen.

Paragraaf 3 bepaalt :

"Voor de aspecten van de dienst die niet door dit besluit en door de tuchtregeling zijn behandeld, wordt de arbeidswetgeving toegepast".

De term "arbeidswetgeving" is onvoldoende nauwkeurig. Er dient gepreciseerd te worden welke wetsbepalingen bij wege van verwijzing toepasselijk worden verklaard.

Artikel 9.

In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men : "..., wordt de vrijwilliger aangewezen voor één van de in artikel 12 bedoelde diensten of instellingen".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf zou beter worden geschreven :

"De duur van de dienst is gelijk aan die van de dienst van de bij de civiele bescherming ingedeelde vrijwilligers".

Bij de paragrafen 2 en 3 zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij de overeenkomstige paragrafen van artikel 8 van het ontwerp.

Artikel 10.

Dit abnormaal lange artikel is een verzameling van bepalingen van zeer uiteenlopende aard. Paragraaf 1 strekt onder meer tot wijziging van de regels betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen. Om die reden is voor dat artikel het advies vereist van het beheerscomité, bedoeld in artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, en is er dezelfde opmerking bij te maken als die welke vooraan in dit advies gemaakt is betreffende de artikelen 17 tot 19.

De Raad van State ziet ervan af een advies te formuleren aangaande die paragraaf 1, welke kan worden losgemaakt van het geheel van het ontwerp, en niet in zoverre gereed is dat hij aan de Raad voor advies kan worden voorgelegd.

Aan het slot van paragraaf 2 moeten de woorden "van de bovenvermelde perioden" vervangen worden door de woorden "van de daarmee gelijkgestelde perioden".

Paragraaf 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. Bij een rampspoedige gebeurtenis, een catastrofe of een schadegeval in vredestijd, kan de dienstneming van de vrijwilliger met zijn instemming van maand tot maand worden verlengd voor de duur van de gebeurtenis, de catastrofe of het schadegeval".

De Raad van State vraagt zich af of, aan het slot van paragraaf 4, de leeftijd van vijfenveertig jaar niet de leeftijdsgrens aangeeft die vastgesteld is, niet voor de wederoproeping, zoals de tekst zegt, maar voor het behoud in de dienst.

Artikel 11.

Er dient te worden bepaald wanneer de in het eerste lid bedoelde opzeggingstermijn ingaat.

Bij het tweede lid, in zover het de werkloosheidsuitkeringen betreft, is dezelfde opmerking te maken als die welke geformuleerd is bij artikel 10, § 1, van het ontwerp.

.../...

Artikel 12.

Aangezien de tekst onder 2° van paragraaf 1, tweede lid, een gelijkaardige bepaling bevat als artikel 21, § 1, tweede lid, 2°, van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, ziet de Raad van State er vanaf enige opmerking aangaande die tekst te maken.

In artikel 21 van de herstelwet van 31 juli 1984 vindt de Koning niet de bevoegdheid om regels inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid vast te stellen. Paragraaf 3 moet derhalve vervallen.

Artikel 13.

Voorgesteld wordt het begin van het artikel als volgt te redigeren :

"De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt maakt zonder opzegging een einde aan de dienstneming van de vrijwilligers als hun ... ".

Voorgesteld wordt de tweede volzin als volgt te redigeren :

"Het geneeskundig onderzoek kan worden gevraagd door de vrijwilliger en door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt of zijn gemachtigde".

Artikel 14.

Het komt de Koning niet toe de bevoegdheid van een rechtbank van de rechterlijke macht uit te breiden. Paragraaf 3 mist dus rechtsgrond.

Artikel 15.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de in dit artikel bedoelde "rechthebbenden" niet de personen ten laste, in de zin van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. Het gaat om de "rechthebbenden" in de zin van de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen. De tekst zou dat nader moeten bepalen. Dezelfde precisering zou aangebracht moeten worden in artikel 16.

In de Franse tekst moet de wet van 9 augustus 1963 met haar juiste opschrift worden aangehaald.

Artikel 16.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 21 van de herstelwet van 31 juli 1984, zou de Koning in het ontworpen besluit de omvang moeten bepalen van de vergoeding die bij ongeval zal worden toegekend aan het slachtoffer of aan diens rechthebbenden. Het ontwerp is in dat opzicht niet nauwkeurig genoeg.

Artikelen 17 tot 19.

Om de reden die is opgegeven in de voorafgaande opmerking, heeft de Raad van State zich ervan onthouden deze artikelen te onderzoeken.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.